

Quand l'état s'improvise conseiller phyto !

La FNA condamne le message véhiculé par la start-up d'état PEPS qui vient attiser un peu plus la défiance envers la distribution et le monde agricole.

La récente mise en ligne du site de la start-up d'état PEPS suscite stupeur et colère chez les négociants. Celle-ci ignore tous les efforts consentis jusqu'alors dans la réduction de l'utilisation et des impacts des produits phytosanitaires de synthèse et le développement de solutions alternatives.

Il est inconcevable que l'Etat nous taxe d'avoir une vision court-termiste et commerciale, alors que les négociants participent activement tant à la mise en œuvre des solutions alternatives avec les agriculteurs qu'au développement de ces solutions en accompagnant les démarches collectives telles que les fermes DEPHY, groupes 30000, etc. La mise en place progressive des fiches CEPP prouve d'ailleurs notre implication, là où les solutions alternatives sont disponibles !

D'après les agriculteurs eux-mêmes, la distribution est de loin le meilleur partenaire pour les accompagner au quotidien dans la réduction des usages et des impacts des produits phytosanitaires de synthèse (source baromètre ADquation).

En créant la start-up PEPS, l'Etat ne suit même pas ses propres lois en proposant un conseil lié aux produits phytopharmaceutiques sans même être agréé (aucun numéro d'agrément présent sur la page). Comment interpréter cette sortie des pouvoirs publics sur le conseil « sans même aller sur le terrain » alors que nos conseillers respectent le formalisme évident « observation – diagnostic – évaluation du risque – préconisation si nécessaire » (dont méthodes alternatives).

Cette démarche constitue également une concurrence déloyale pour les conseillers indépendants et néglige le travail de terrain de l'ensemble des acteurs du conseil agréé.

Par conséquent, nous demandons :

- la suspension immédiate de ce site exerçant du conseil aux agriculteurs sans agrément
- l'arrêt des attaques vis-à-vis du monde agricole, dont les distributeurs, dans un contexte de ras-le-bol généralisé ! Les feux de la colère risquent de se généraliser...

Antoine PISSIER, président de la FNA : « *C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Cette démarche témoigne d'une méconnaissance totale de notre métier. La réduction de l'usage et de l'impact des produits phytosanitaires de synthèse est l'affaire de tous. Ce n'est pas en stigmatisant une profession et en opposant les acteurs que les objectifs pourront être atteints.* »

A propos de la FNA

La Fédération du Négocio Agricole (FNA) regroupe 400 entreprises du négocio agricole. Proximité, diversité et compétence sont les maîtres-mots du métier de négociant agricole. Parmi ses multiples facettes, la collecte, le stockage et la commercialisation des grains font partie de ses prérogatives. Présentes sur tout le territoire national, les entreprises du négocio agricole collectent les grains produits par 300 000 clients agriculteurs. Elles proposent des solutions pour sécuriser le revenu des agriculteurs dans un objectif de multi-performances de l'agriculture.

CONTACT PRESSE

Marie-Béatrice GARREAU DE MAINVILLIERS | Responsable communication FNA |
mbgarreau@negoce-village.com | Tél : +33 (0)1 44 76 90 40